

Le Roi nu : Quand le \$ US s'apprête à devenir... une monnaie de singe !



« L'économie américaine a ralenti en 2019 », titrait déjà [le Figaro](#) à la fin du mois de janvier 2020, alors que les nuages sombres du COVID-19 semblaient alors encore cantonnés à la Chine... Et d'ajouter que « la guerre commerciale [USA-Chine] et l'évanouissement de l'effet des baisses d'impôts » avaient « freiné l'expansion » de l'économie américaine : « l'économie américaine a connu 2,3 % de croissance en 2019. Voilà qui marque un ralentissement par rapport aux 2,9 % observés en 2018 ».

Si en 2019, les USA ont pour la première fois depuis six ans enregistré une baisse de leur déficit commercial de biens et de services, il s'agit de l'aveu même de la presse atlantiste d' « une victoire à nuancer », d'abord parce que cette « baisse » suit « une année 2018 record où le déficit avait atteint un niveau inédit en 10 ans », et ensuite parce que cette baisse très modérée, de 1,7 % sur un an à 616,8 milliards de \$, s'est accompagnée d'une baisse de 0,1 % des exportations à près de 2 500 milliards de \$ et d'une baisse de 0,4 % des importations à 3 116 milliards de \$...

Toujours selon la [presse atlantiste](#), « la réduction du déficit et des importations, voulue par Donald Trump, n'est pas nécessairement une bonne nouvelle car à défaut d'exportations en hausse, elle reflète souvent une économie qui ralentit. De fait, la croissance de la première économie mondiale est allée moins vite en 2019 ». Cerise sur le gâteau, cette politique protectionniste réactionnaire ne peut cacher ce fait fondamental : « s'il y a une baisse du déficit, ce dernier reste plus élevé qu'en 2017 », « la dernière année avant le déclenchement de la guerre commerciale » contre la Chine par l'administration Trump. Le déficit commercial s'était alors élevé à 550 milliards de \$...

Un trimestre a passé depuis que les nuages gris de la pandémie du COVID-19 se sont abattus sur la Chine, et ces nuages, désormais orange, ont quitté le ciel chinois pour venir obscurcir durablement celui de l'Occident en général, et des USA en particulier, dont les perspectives économiques étaient déjà à l'évidence peu reluisantes... Du marasme économique, on est ainsi passé en quelques mois à une crise économique d'une ampleur sans précédent récent.

Les USA sont aujourd'hui confrontés à une crise économique de déclassement majeure que la stratégie de création monétaire en apparence illimitée mise en œuvre par la FED au cours des derniers mois pour éviter un effondrement économique aussi immédiat que total, est pourtant à court terme condamnée à l'échec et que les réalités de la crise économique, du chômage de masse, des faillites en séries, sans oublier... du mur de la dette publique, vont rapidement et brutalement faire voler en éclats... La dévaluation du Roi \$ apparaît comme inévitable dans la mesure où sa « valeur » est adossée à la politique coloniale US aujourd'hui d'ailleurs en bien mauvaise posture...

Ce n'est qu'avec la mise en place de « [l'industrie de bazar](#) » accompagnant les délocalisations massives de l'outil industriel occidental, que la dette publique américaine a commencé à connaître une croissance accélérée : durant la période 1950-1973, la dette publique US s'était accrue à un rythme faible, passant de [257 à 458 milliards de \\$](#), soit un accroissement annuel moyen de 2,5 %... Ce rythme a été de plus de 9,1 % durant la période 1973-2007 au cours de laquelle la dette publique a littéralement explosé, passant de 458 milliards à 9 007 milliards de \$. Durant la période 2007-2019, elle a augmenté de 9 007 à [22 719 milliards de \\$](#), soit un accroissement annuel moyen de 1 143 milliards de \$ ou un rythme de 8,1 % ! En dépit de plus d'une décennie d'austérité, les fondamentaux économiques de « l'économie de bazar » US en particulier et occidentale en générale, sont restés mauvais. La croissance de la dette publique US excède ainsi, et de loin (de l'ordre du triple !), celle du PIB, tant d'un point de vue relatif qu'absolu : en d'autres termes, c'est l'accroissement de la dette publique qui a soutenu tant bien que mal la « croissance » du PIB US !

Les années Trump ont indéniablement été des années « fastes » de ce point de vue avec une augmentation annuelle moyenne de la dette publique US de 1 237 milliards de \$. L'augmentation la plus importante avait été enregistrée en 2008-2009, au moment de la crise des Subprimes : + 1 885 milliards de \$. Mais la crise économique actuelle promet d'éclipser, et de loin, ce triste record : **le compte en est aujourd'hui déjà, au 14 mai 2020, à plus de 2 548 milliards de \$ pour l'exercice fiscal en cours s'étendant du 1^{er} octobre 2019 au 30 septembre 2020 !...**

Or il reste encore plus de quatre mois, et au rythme actuel, la dette publique US pourrait enfler d'environ... 5 000 milliards de \$ pour l'exercice fiscal 2019-2020, et ce pour une récession qui promet d'être historique ! Les quantités de nouvelles dettes publiques à court terme créées vont indéniablement très bientôt poser un très gros problème à l'impérialisme américain : on voit mal comment le niveau de la dette publique pourrait ne pas dépasser (et peut-être largement) **140 % du PIB** avant la fin de cette année, sous le double coup de l'explosion de la dette publique et d'une contraction sans précédent du PIB...

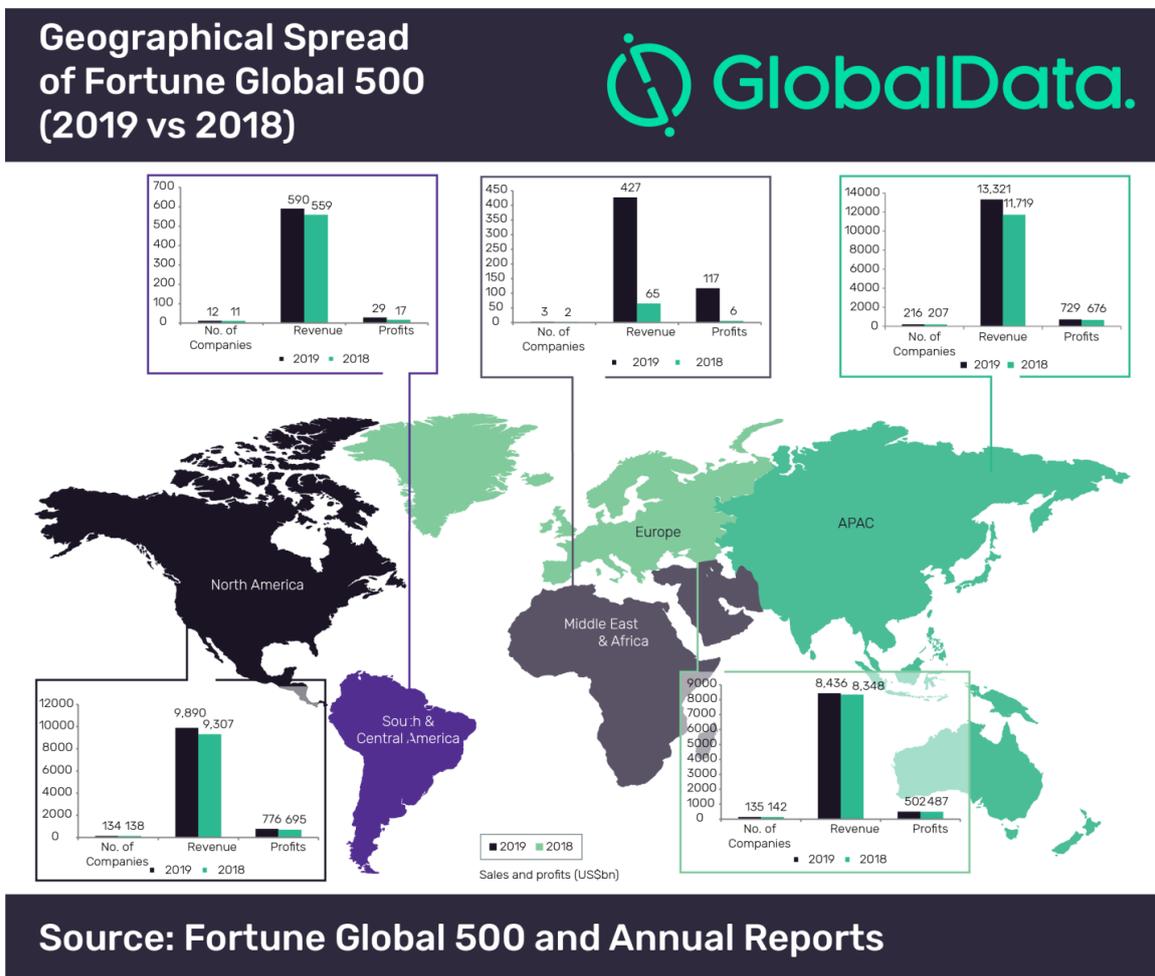
Or qui dit dette, dit intérêts... Si durant la période 1995-2005, le paiement des intérêts de la dette publique US a représenté annuellement autour de 350 milliards de \$, ce montant a représenté en moyenne autour de 416 milliards de \$ durant la période 2006-2016, et ce en dépit de taux d'intérêts historiquement faibles durant toute cette période... L'incertitude induite par la Guerre commerciale et la politique commerciale protectionnistes lancées contre la Chine par l'administration US n'ont pas arrangé les affaires de l'impérialisme américain puisque les intérêts de la dette publique ont représenté respectivement [523 et 575 milliards de \\$ en 2018 et 2019](#) ! Des montants records qui grèvent lourdement l'économie US et auxquels il faut en outre ajouter le déficit structurel abyssal du commerce de biens et de services que nous avons évoqué précédemment.

La dette publique US avait atteint un niveau critique depuis la crise des Subprimes, passant de 64 % à 101 % du PIB US entre début 2008 et début 2013 pour ensuite littéralement stagner [sous le coup des politiques d'austérité et du déclassement économique et social croissant de la classe moyenne américaine](#) : il se montait ainsi à [106 % du PIB à la fin 2019](#). Dans le même temps, les investisseurs étrangers ont clairement boudé les quantités astronomiques de nouvelle dette publique US. En 2014, ils en détenaient pour aux alentours de 6 000 milliards de \$ (soit plus d'un tiers de l'encours total), dont 1/6^{ème} pour la Chine et presque autant pour le Japon. Ce montant n'était que de [6 810 milliards de \\$ en mars 2020](#). A peine 800 milliards de \$ de plus en six ans, quand dans le même temps, la dette publique US a augmenté de près de 5 900 milliards de \$! Dire que la dette publique américaine a été boudée par les investisseurs étrangers durant la période 2014-2020 est donc un doux euphémisme... La Chine avait pour sa part cessé d'augmenter son exposition à la dette publique US depuis 2011.

Si le Japon a jusqu'à récemment encore continué à augmenter son exposition à la dette publique US (passant de 1 078 à 1 272 milliards de \$ de mars 2019 à mars 2020, celle de la Chine a dans le même temps commencé à diminuer, passant de 1 120 à 1 082 milliards de \$... La Chine n'est donc plus le premier détenteur mondial étranger de dette publique US... En mars 2020, les autres principaux détenteurs étrangers de la dette publique US étaient le Royaume-Uni (395 milliards de \$), l'Irlande (271 milliards de \$), le Brésil (264 milliards de \$), puis le Luxembourg, Hong Kong et la Suisse avec chacun autour de 245 milliards de \$, suivis des Îles Caïman, de la Belgique et de Taïwan avec chacun autour de 206 milliards de \$, et enfin de l'Arabie saoudite, de l'Inde, de la France et de Singapour avec chacun entre 152 et 159 milliards de \$...

Plus inquiétant, la Chine n'est pas la seule à chercher à réduire son exposition au risque de la dette publique US et du \$: l'exposition des investisseurs étrangers est en effet passée de 7 067 à 6 810 milliards de la dette publique US de février à mars 2020, soit une baisse mensuelle significative de 257 milliards de \$, dont seulement 10 milliards de \$ attribués à la Chine... Rien qui ne soit de très bon augure pour l'impérialisme US, à un moment où les transactions hors du champ du \$ se multiplient, [depuis le Brésil jusqu'à l'Australie](#), longtemps chasse-gardées de l'impérialisme américain...

Il y a une décennie, dans notre [Réveil du Dragon](#) (pp. 58-62), nous avons démontré la rapide montée en puissance des monopoles chinois, dont le nombre était passé de 16 à 46 dans le classement annuel établi par le *Fortune Global 500* au cours de la période 2004-2009. Dans le même temps, celui de la plupart des pays impérialistes en déclin s'était érodé, à l'instar des USA dont le nombre de monopoles était passé de 176 à 139. La décennie écoulée a vu cette tendance de fond non seulement se confirmer, mais même s'accélérer. En 2018, sur les 500 plus gros monopoles mondiaux, 119 étaient chinois (sans compter 10 autres taïwanais), et les USA ne comptaient plus que 121 monopoles dans le classement : « [C'est le Monde chinois](#) », titrait le magazine américain, avant d'ajouter que « la Chine avait atteint la parité avec les USA », ce qui illustre « **la profonde rivalité remodelant les affaires** » à l'échelle internationale. Dans le top 5 du classement se trouvaient [trois monopoles chinois, et un seul américain](#) !



Comme on le voit sur l'infographie ci-dessus, les dernières années ont vu le centre de gravité des principaux monopoles mondiaux se déplacer vers l'Asie où la Chine exerce une force gravitationnelle grandissante et déjà prépondérante. En 2018, cette région comptait 216 monopoles, contre 134 pour l'Amérique du Nord et 135 pour l'Europe... Cette conclusion vaut également pour les chiffres d'affaires (bien supérieurs), ainsi que pour les profits, voisins de ceux des firmes US et bien supérieurs aux firmes européennes... En ce qui concerne le chiffre d'affaires des monopoles chinois, il a représenté 25,6 % du total des monopoles du classement, contre 28,8 % pour les USA. La parité était donc réellement très proche, alors même que les « **entreprises [chinoises] proches du bas de l'échelle montent rapidement, et comme leur pays, brûlent d'ambition** » : « [Pour la 1^{ère} fois depuis le lancement du Global 500 en 1990, et sans doute pour la 1^{ère} fois depuis la Seconde Guerre mondiale, un pays autre que les USA se classe au premier rang des grandes entreprises mondiales](#) ».

Nul doute que dans le prochain classement à paraître au cours de l'été 2020 pour l'année 2019, la Chine aura véritablement et pour longtemps conquis le 1^{er} rang mondial ! Et ne parlons pas de l'année en cours qui promet d'être sanglante pour les monopoles occidentaux, depuis l'automobile au transport aérien en passant par l'aéronautique, sans oublier les monopoles anglo-saxons du secteur pétrolier et gazier, secteur qui a représenté à lui seul 22 % des 32 700 milliards de \$ du chiffre d'affaires cumulé des monopoles du *Fortune Global 500* en 2018 !...

Il nous apparaît ici essentiel de lever une ambiguïté : nous soutenons aujourd'hui l'ascension de la Chine et de ses alliés (au premier chef la Russie et l'Iran) non pas en tant que « victoire anti-impérialiste », ou celle « d'un système contre un autre », mais seulement comme la fin d'une ère de ténèbres réactionnaires : celle de la domination coloniale et fasciste atlantiste sur le Monde, celle de la fin de l'occupation militaire et de la politique de chantages, d'intimidation et de punitions permanentes menée par les pays du bloc atlantiste, une politique impérialiste protectionniste ultraréactionnaire qui a freiné tout au long du siècle écoulé, le développement des rapports de production capitalistes, et donc de la grande industrie et du prolétariat révolutionnaire, dans un grand nombre de pays dépendants, maintenus par la force dans un état d'extrême arriération économique. Il est donc essentiel de ne se faire aucune illusion sur la teneur du « socialisme à la chinoise ». Staline en son temps d'ailleurs, au début des années 1950, disait de la Chine qu'elle n'avait pas encore fait sa révolution socialiste... Le drapeau chinois lui-même témoigne [du caractère anti-colonial, anti-féodal et démocratique bourgeois](#) de la Révolution chinoise de 1949 : la grande étoile symbolisant la direction du P''C''C au sein duquel devaient cohabiter la classe ouvrière, la paysannerie travailleuse... ainsi que l'aile anti-coloniale de la bourgeoisie nationale (les quatre autres étoiles). C'est évidemment cette dernière qui a pris l'ascendant sur les deux autres au fil des années !

Selon le dernier [Rapport Hurun](#), la Chine compte aujourd'hui le plus grand nombre de milliardaires au Monde, avec 799 milliardaires recensés (soit 28,4 % du total mondial), contre 629 pour les USA. Drôle de « communisme »... Ce qui n'empêche pas cette bourgeoisie à l'intelligence sociale très aiguisée de [rendre hommage à celui qui lui a donné des outils analytiques](#) si utiles à sa stratégie de développement long-termiste... Il est aujourd'hui évident que la Chine est une puissance impérialiste [de tout premier ordre](#). Mais c'est un Capital financier [fortement centralisé](#), doté d'une cohésion et d'une autodiscipline sans précédent. Il s'appuie sur une culture multimillénaire, sans oublier une nette orientation vers la méritocratie qui contrastent avec la culture et la ploutocratie des sociétés occidentales décadentes. La domination mondiale à venir du Capital financier chinois est aujourd'hui pacifique, c'est-à-dire néocolonialiste (et s'exerce via les chaînes que forgent le commerce et les investissements), car il se trouve aujourd'hui en position de force sur le terrain commercial, industriel et scientifique... Le recours à la violence est le « privilège » des puissances impérialistes sur le déclin...

Le prolétariat d'Occident doit effectivement soutenir résolument la lutte contre le colonialisme et donc s'opposer en premier lieu aux menées coloniales de sa propre bourgeoisie, sans évidemment s'abandonner à des illusions en ce qui concerne le bloc concurrent, et doit donc sauvegarder à tout prix son indépendance politique. Pour paraphraser Lénine, il faut soutenir cette bourgeoisie qui œuvre à un soi-disant monde multipolaire, « comme la corde soutient le pendu »... Il est donc essentiel de ne pas faire de concessions sur l'objectif fondamental des travailleurs, qui est la révolution socialiste et la destruction du capitalisme, perspective que la division internationale du travail et l'occupation coloniale caractéristiques de « l'économie de bazar » ont rendu impossible...

D'ailleurs, cette aile anticolonialiste de la bourgeoisie mondiale (aujourd'hui indéniablement progressiste sur le plan historique) se démasque elle-même aux yeux des travailleurs à travers le soutien que nous lui apportons : la presse iranienne avait ainsi repris un large extrait d'un de nos articles publié sur le média alternatif [Réseau International](#) dans un de ses points [E-Press vidéo](#). Au cours de cette reprise, la presse iranienne avait seulement « oublié » le mot « communistes » :

« Cette sombre époque est aujourd'hui sur le point de s'achever. Et ce ne sont ni les peuples si longtemps opprimés et mutilés par le colonialisme, ni les (communistes) révolutionnaires de ces pays, qui vont s'en plaindre ! »

C'est comme cela qu'on peut soutenir résolument la lutte contre le colonialisme, tout en démontrant ses futures limites et en démasquant par avance nos « alliés » d'un jour...

Le Monde ne doit aujourd'hui pas s'attendre à un changement de système, du moins pas dans les principaux pays bourgeois, mais à une redistribution radicale des cartes : l'impérialisme chinois est en train de construire une importante « classe moyenne ». Son prolétariat est en train de s'embourgeoiser massivement, de se voir forger des chaînes dorées lui rendant l'esclavage salarié supportable, alors même que la grande pauvreté a presque complètement disparue. Au moment où l'Occident a entamé sa dernière grande plongée... et attaque de manière éhontée la Chine en sacrifiant jusqu'à la science, la bourgeoisie chinoise n'a aucun mal à créer un « front commun » avec son prolétariat... Et dans les conditions actuelles de renforcement de la puissance chinoise, la contradiction bourgeoisie-prolétariat passe encore davantage au second plan en Chine ! Le ferment nationaliste y est très puissant : il s'agit d'abord de laver un affront colonial séculaire et également de « rétablir » un rayonnement économique millénaire illustrée par les « nouvelles routes de la soie »...

La révolution socialiste n'est donc pas pour demain en Chine. Les maillons les plus faibles de la chaîne impérialiste mondiale sont aujourd'hui des pays comme le Maroc, le Bangladesh, l'Afrique du Sud ou la Colombie... En ce qui concerne les puissances impérialistes d'Occident, aujourd'hui en plein déclin, il faudra du temps pour repolitiser un prolétariat longtemps privilégié et brutalement déclassé, longtemps certain d'être « supérieur » à ses frères exploités à l'étranger, et nourri des décennies durant de préjugés racistes atlantistes... Les peuples de ces pays devront donc auparavant faire leur propre expérience de leur propre crise de déclin économique et social avant d'être réellement capables d'envisager un changement de société radical.

Le processus actuel de ce grand déclin, dont la pandémie du COVID-19 va servir de prétexte autant que de paratonnerre à notre bourgeoisie en voie de compradorisation, est très semblable à celui que connaît le social-impérialisme « soviétique » en 1991, après une quinzaine d'années de complète stagnation économique, mais... en pire ! C'est l'ordre naturel de plus de quatre décennies de délocalisations et de la montée en puissance de la Chine alors même que 80 % de l'emploi aux USA (mais aussi dans nombre de pays occidentaux comme le Royaume-Uni et la France), appartient désormais au secteur tertiaire, un secteur hypertrophié et donc fortement parasitaire, un secteur la plupart du temps non créateur de véritables richesses (hormis des métiers fondamentaux rattachés à l'éducation et à la santé), un secteur souvent lié à la satisfaction des caprices des riches et à l'entretien des chaînes dorées des travailleurs occidentaux longtemps privilégiés... La Russie a vu son PIB être divisé par deux au moment de son déclin. Un effondrement conséquent, mais somme toute limité par ses ressources minières et énergétiques conséquentes, ainsi qu'une moindre tertiarisation de son économie. Le déclin sera donc bien pire pour les pays du bloc atlantiste...

Il faut bien comprendre que la Chine a compris depuis la crise de 2008 le fait que ses deux principaux futurs ex-clients (USA-UE) seraient bientôt insolvables. [Elle a prouvé dès 2008-2009 qu'elle avait les moyens de compenser les « turbulences » de leur déclin inéluctable avec son propre marché intérieur, les investissements sur son sol... et à l'étranger !](#) Et en ce qui concerne la dette souveraine US qu'elle détient, elle pourra enfin en prendre prétexte pour exiger des contreparties (par exemple une baisse des participations US dans les co-entreprises sino-américaines en Chine....) Tout ne sera donc pas perdu pour les chinois... Et c'est dans cela qu'il faut voir la source de [l'extrême combativité](#) de la [diplomatie chinoise](#) contemporaine ! La Chine et ses alliés sont en train de démontrer à la face du Monde que le Roi US est aujourd'hui nu comme un vers, en dépit de toutes ses vociférations !

Vincent Gouysse, le 17/05/2020 pour [www.marxisme.fr](#)